



DANS CE NUMÉRO:

LES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX
INTERNATIONAUX S'INTENSIFIENT

>> PAGE 2

EMPÊCHONS LA PRIVATISATION DES
AÉROPORTS >> PAGE 3

DON POUR UN MONUMENT EN
L'HONNEUR DE TRAVAILLEURS DÉCÉDÉS

>> PAGE 2

VOLUME 5, NO.9

WWW.UNIFOR.ORG

11 MAI 2017



uniforum



Des travailleuses du secteur des soins de longue durée remettent une pétition signée par plus de 3 000 Néo-Écossais réclamant le rétablissement du financement.

Unifor souligne la Semaine des soins infirmiers en réclamant des lieux de travail plus sécuritaires

La Semaine des soins infirmiers, qui se déroule du 8 au 14 mai, est l'occasion de saluer le personnel infirmier et les équipes de santé qui travaillent avec ardeur et qui offrent d'excellents soins tous les jours. Les membres et les dirigeants d'Unifor s'assurent que cette reconnaissance ne se limite pas à un simple « merci » en réclamant que le Code criminel soit modifié de façon à protéger le personnel infirmier au travail et que les soins de santé soient suffisamment financés.

Le 2 mai, deux infirmières ontariennes, ainsi que l'adjointe au président, Katha Fortier, sont allées à Queen's Park pour faire comprendre aux députés de tous les partis que l'aide du gouvernement est nécessaire pour prévenir les agressions violentes que le personnel infirmier et les

Défis, renouveau et progrès

La Conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et de couleur 2017 a rassemblé des travailleurs des quatre coins du pays pour discuter de la discrimination et du racisme en milieu de travail et élaborer des plans pour lutter contre ceux-ci.

Plus de 190 délégués, dont plusieurs prenaient part à un événement du syndicat national pour la première fois, ont démontré leur engagement

>> Suite à la page 2

Le Conseil québécois met l'accent sur le militantisme

Plus de 400 délégués se sont réunis au Château Frontenac, à Québec, du 3 au 5 mai, à l'occasion du Conseil québécois d'Unifor. Renaud Gagné, directeur québécois, a fait état des nombreuses actions entreprises par le syndicat depuis l'automne. Notamment, il a souligné l'importance de mener des campagnes politiques auprès des décideurs de notre société.

« Que ce soit le petit ou le gros bois d'œuvre, Delastek, Alstom ou Eska, nous devons faire pression

sur nos élus et nos décideurs pour qu'ils protègent nos emplois et défendent nos valeurs de justice sociale », a-t-il déclaré.

Jerry Dias, président national d'Unifor, a prononcé un discours portant sur un certain nombre de thèmes, dont la question épineuse des relations commerciales avec les États-Unis.

Daniel Boyer, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), a insisté sur le dernier budget provincial, en faisant remarquer

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie

Le 17 mai, la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie sera célébrée dans au moins 130 pays sur la planète. C'est à cette date, en 1990, que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a retiré l'homosexualité de sa liste de troubles mentaux.

« C'est l'amour qui fait la famille » est le slogan de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie 2017. Le 17 mai, Unifor participera à une journée de mobilisation mondiale lors de laquelle des millions de personnes uniront leurs forces pour protester contre la violence et la discrimination que subissent les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels et les transgenres (LGBT) dans le monde entier et défendre les droits de la personne et l'égalité pour tous.

Vous pouvez lire la déclaration d'Unifor sur la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie à l'adresse www.unifor.org/fierte.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Unifor adopte une position ferme sur le bois d'œuvre et le commerce .

En une semaine seulement, les enjeux commerciaux entourant le bois d'œuvre, l'ALENA et le Partenariat transpacifique (PTP) se sont amplifiés au Canada, ce qui a amené Unifor à jouer un rôle de chef de file et à défendre les droits des travailleurs, les emplois de qualité et la population.

« Nous avons une occasion en or de refondre complètement notre système commercial mondial afin d'améliorer le sort des travailleurs, a dit Jerry Dias, président national d'Unifor. L'objectif devrait être de réaliser l'équité pour les travailleurs, pas de les punir. »

Tout d'abord, les États-Unis ont mis en péril jusqu'à 25 000 emplois en imposant des droits compensateurs de 20 % environ sur le bois d'œuvre canadien.

Ensuite, le président américain a annoncé qu'il souhaitait renégocier l'ALENA et, possiblement, retirer les États-Unis de l'accord commercial s'il n'était pas satisfait de l'issue des pourparlers.

Une semaine plus tard, on a appris que le Canada tenait des réunions à huis clos dans un lieu secret de Toronto avec d'autres pays bordant l'océan Pacifique afin de relancer le PTP, sans les États-Unis, puisque Trump les a retirés des négociations peu après son élection.

« Le PTP était un mauvais accord à l'époque, et il l'est encore, a affirmé M. Dias. On nous disait qu'il fallait faire partie du PTP parce que les États-Unis en faisaient partie. Les États-Unis se sont retirés depuis. Pourquoi relancerions-nous un accord



Les droits que les États-Unis ont imposés sur le bois d'œuvre canadien pourraient mettre en péril jusqu'à 25 000 emplois.

commercial qui était si mauvais pour les travailleurs canadiens et le reste de la population? »

Pendant ce temps, les militants d'Unifor à la grandeur du Canada se sont réunis pour planifier une nouvelle campagne ambitieuse sur le commerce, laquelle sera officiellement lancée lors du Conseil canadien en août. Pour obtenir de plus amples renseignements sur celle-ci, allez à l'adresse www.unifor.org/commerceequitable

>> Suite de "Défis, renouveau et progrès..." sur la page 1

grandissant à l'égard de l'augmentation de la participation et de la représentation des groupes en quête d'équité.

Lors de la soirée d'ouverture, Mohamad Alsadi, directeur des droits de la personne et des relations internationales d'Unifor, s'est adressé à la foule en ces mots : « Nous n'atteindrons pas l'égalité simplement en étant gentils ou en disant "s'il vous plaît". Nous l'atteindrons en prenant les moyens nécessaires. » Les délégués, qui ont parfaitement compris ce message, sont déterminés à continuer de se battre pour que tous les travailleurs soient traités avec respect.

Christine Maclin de la section locale 195 et Kesang Kashi de la section locale 4004 ont présenté les résultats préliminaires de la vérification de l'équité d'Unifor qu'elles avaient coordonnée au



Les délégués à la Conférence des TTAC se rassemblent au Centre familial d'éducation à Port Elgin, en Ontario.

cours de l'année précédente en collaboration avec le Service des relations internationales et des droits de la personne. Les délégués ont examiné les données, puis ils ont proposé des suggestions pour accroître le soutien et la représentation à l'aide de moyens comme la formation de comités sur l'équité.

Ruth Price de la section locale 1106 a été réélue représentante des travailleuses et travailleurs multiethniques unis d'Unifor au Conseil exécutif national. Elle a renouvelé son engagement de faire

participer davantage de membres de groupes marginalisés au processus décisionnel.

À la clôture de la conférence, les délégués ont discuté de leurs difficultés et de leurs priorités régionales. Les délégués qui en étaient à leur première expérience et les représentants de longue date ont découvert de nouvelles perspectives et des outils. Ils pourront en faire bénéficier leurs sections locales dans toutes les régions du pays et s'en servir pour réclamer des changements.

>> Suite de "Unifor souligne..." sur la page 1

autres travailleurs de la santé subissent de la part des patients et de leurs familles.

« Nous demandons aux politiciens provinciaux d'envoyer le signal que cette vague d'agressions violentes contre le personnel infirmier et les travailleurs de la santé est inacceptable, a dit Sandra Hillcoat, une infirmière auxiliaire autorisée de Kitchener, en Ontario, et membre d'Unifor. La modification pour laquelle nous sollicitons l'appui de tous les députés exige qu'un juge considère le fait que la victime de l'agression est un travailleur de la santé comme étant une circonstance aggravante aux fins de l'établissement de la peine. »

Une disposition similaire du Code criminel couvre les employés des transports en commun

au Canada. La modification s'appliquerait au personnel infirmier et paramédical, aux médecins, aux préposés aux services de soutien à la personne et aux autres travailleurs de la santé, notamment dans les domaines des soins de longue durée, des soins à domicile et des soins communautaires.

Entre-temps, en Nouvelle-Écosse, les syndiqués font activement campagne contre les compressions du gouvernement libéral de McNeil dans les soins de longue durée.

« Les besoins en soins ont considérablement augmenté ces dernières années, affirme Linda MacLeod, qui travaille dans le secteur des soins de longue durée au Cap-Breton. Les patients arrivent maintenant en ambulance et ont besoin de soins beaucoup plus complexes, alors qu'ils étaient en bien meilleure santé dans le



Unifor et le SCFP tiennent une conférence de presse commune pour demander aux députés provinciaux de l'Ontario d'appuyer l'amélioration de la protection des travailleurs de la santé de première ligne au titre du Code criminel.

passé. À cause des compressions budgétaires, nous sommes contraints de fournir plus de soins en moins de temps et avec moins de ressources. »

Le 26 avril, Unifor a présenté plus de 3 000 pétitions signées aux chefs du Nouveau Parti démocratique et du Parti progressiste-conservateur de la Nouvelle-Écosse pour exiger des investissements publics dans les

soins de longue durée. Les deux partis de l'opposition ont promis de rétablir le financement des soins de longue durée à l'échelle provinciale s'ils sont élus le 30 mai.

Pour obtenir de plus amples renseignements, allez à l'adresse www.unifor.org/fr/passer-a-l'action/compagnes/la-dignite-pour-les-residents-le-respect-pour-les-prestataires-de-soins.

>> Suite de "Le Conseil québécois..." sur la page 1

que le Québec avait les moyens de payer des services publics de qualité, mais qu'il s'agissait essentiellement d'un choix de société.

Au cours de l'un des ateliers, Christian Nadeau, professeur de philosophie à l'Université de Montréal, a abordé la question de la démocratie à l'intérieur de nos sections locales. Pendant plus d'une heure, les délégués ont exprimé leurs points de vue sur les problèmes actuels et les

solutions nécessaires pour assurer la participation des membres à la vie syndicale.

Charles-Philippe David, professeur au Département de science politique de l'UQAM, a présenté un exposé vivant et captivant sur les 100 premiers jours de Trump.

Le jeudi, Unifor a organisé une marche pour la protection de nos emplois. Elle s'est conclue par un grand rassemblement devant l'Assemblée nationale du Québec.



L'opposition à la privatisation des aéroports grandit

Lorsqu'il a présenté sa nouvelle stratégie en matière d'infrastructures l'automne dernier, Transports Canada a sous-entendu que la privatisation d'infrastructures centrales comme les aéroports faisait l'objet de discussions.

Unifor s'est rapidement opposé à ce ballon d'essai et a déposé un mémoire au Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes en avril pour lui faire part de ses préoccupations.

« Les Canadiens tirent une valeur incroyable des aéroports publics, a indiqué Jerry Dias, président national d'Unifor. Des revenus locatifs aux emplois de qualité, les aéroports sont des plaques tournantes extrêmement importantes qui devraient demeurer publiques. »

Les autorités aéroportuaires

versent au gouvernement fédéral environ 305 millions de dollars par année en loyers fonciers. Ces recettes contribuent à financer les services publics essentiels que les Canadiens utilisent tous les jours. Jusqu'à maintenant, les autorités aéroportuaires de Vancouver, de Calgary et d'Ottawa se sont farouchement opposées au projet de privatisation, et la liste ne cesse de s'allonger.

La privatisation est un enjeu majeur, car elle entraîne une augmentation des coûts pour le public, une diminution des salaires et un relâchement de la surveillance publique. De plus, elle crée des risques et de l'incertitude autour des services indispensables.

Unifor encourage ses membres à écrire au ministre des Transports à l'adresse www.unifor.org/aeroportspublics

La section locale 4212 rend hommage aux travailleurs ayant perdu la vie pendant la construction du canal Welland

Les membres d'Unifor qui travaillent sur le canal Welland ont célébré le Jour de deuil national en rendant hommage à ceux qui ont perdu la vie pendant sa construction il y a un siècle.

La section locale 4212, qui représente le personnel des opérations, d'entretien et de bureau de la Voie maritime du Saint-Laurent à Niagara et à Cornwall, a fait un don de 25 000 \$ pour l'édification d'un monument en l'honneur des travailleurs morts.

Les membres de la section locale se sont joints aux familles des travailleurs décédés, aux représentants du groupe de travail

sur le monument commémoratif et aux politiciens locaux et fédéraux à l'occasion d'une cérémonie tenue le 28 avril.

« Le monument commémorera la mémoire de tous les travailleurs qui ont perdu la vie pendant la construction de ce chef d'œuvre d'ingénierie, a déclaré Rory Dempsey, président de la section locale 4212. Nous sommes fiers d'honorer leur dur labeur et leur sacrifice. »

Le monument rendra hommage aux 137 travailleurs qui sont morts en construisant le canal. De toute l'histoire canadienne, ce nombre de décès serait le plus élevé à avoir été enregistré sur un chantier

DANS CE NUMÉRO Pour la Semaine des soins infirmiers, Unifor réclame pour protéger les travailleurs contre la violence au travail et le rétablissement du financement des soins de longue durée. Les délégués au Conseil québécois discutent le commerce international alors que la bataille du bois d'œuvre résineux s'intensifie. La Conférence des TTAC dénonce l'inégalité et le racisme et bien plus encore!



La section locale 4212 d'Unifor remet un don pour la construction d'un monument en l'honneur des travailleurs ayant perdu la vie pendant la construction du canal Welland.

d'infrastructures du gouvernement fédéral.

À l'époque, on s'attendait à ce qu'un homme décède par million de dollars dépensés dans le cadre des projets de construction. Le canal Welland a coûté 130 millions de dollars. Le nom, le lieu de naissance et l'âge des 137 travailleurs décédés seront gravés sur le monument.

Walter Sendzik, maire de St.

Catharines, en Ontario, a reçu le don pour la construction du monument, lequel devrait être dévoilé dans sa ville au cours de l'année.

« Au nom du groupe de travail, je tiens à remercier la section locale 4212 d'Unifor et les familles des travailleurs décédés de ce don attentionné en hommage aux victimes », a-t-il dit.